

avons le temps, trouver des autorités tout aussi éminentes qui défendent le point de vue contraire.

J'aimerais, monsieur l'Orateur, faire valoir l'argument suivant. L'honorable député de Vancouver-Est (M. Winch) a dit que, selon les constatations de ceux qui ont voyagé en Chine continentale, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.

M. Winch: Je n'ai jamais dit rien de semblable!

M. Dinsdale: Peut-être ai-je légèrement mésinterprété ses paroles.

M. Winch: Vous voulez dire grossièrement!

M. Dinsdale: Que l'honorable député n'oublie pas que j'ai dit qu'il ne s'agissait pas de son propre avis, mais qu'il citait des tierces personnes. Il a cité des personnages aussi éminents que M. James Muir, président de la Banque Royale, et d'autres autorités du même calibre. Nous avons là un point de vue. Le point de vue que j'aimerais exposer à l'honorable député ce soir est le suivant: la conspiration communiste internationale sévit dans le monde depuis la révolution de 1917. Cette conspiration a été subtile, mais elle a progressé sans cesse, pour embrasser une fraction sans cesse croissante de l'humanité. Nous avons senti la poussée du communisme international en Europe de l'Ouest dès la fin de la deuxième guerre mondiale. D'année en année, l'un après l'autre, les pays d'Europe sont tombés sous la domination de Moscou jusqu'au moment où, à la suite du coup d'État de Prague en 1948, les nations occidentales se sont enfin rendu compte qu'elles faisaient face à une nouvelle manifestation du communisme international; elles se sont alors groupées dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Depuis ce temps, l'expansion communiste n'a pas fait d'autres ravages, du moins dans cette région.

Il s'ensuit donc, si cette théorie que le communisme se manifeste ainsi sur le plan international est valable, que certaines régions du monde se ressentent d'une nouvelle expression. Certains croient que la poussée, le flot du communisme international se fait maintenant sentir dans les pays asiatiques, en Chine tout d'abord, et dans les pays voisins de la Chine communiste. Voilà une idée que je tenais à exposer à l'honorable député dans les quelques instants dont je disposais ce soir.

Il a beaucoup insisté sur un autre aspect du problème, disant que l'opinion du Canada s'effaçait devant l'opinion des États-Unis. En réalité, je crois qu'il a même parlé de satellite, disant que le Canada n'était qu'un satellite des États-Unis en ce domaine. La thèse est discutable. Il est vrai que le Canada, en

tant que voisin nord-américain, suit de très près les États-Unis dans l'établissement de sa politique étrangère. Il est également vrai que la décision du Canada en ces matières est jusqu'à présent le résultat de délibérations et d'études, pour reprendre un mot de la résolution, de la part du gouvernement qui avait hier la conduite des affaires de la nation, aussi bien que de la part du gouvernement qui doit aujourd'hui guider la politique étrangère du pays.

L'ancien ministre des Affaires extérieures a très bien posé le problème, il y a quelques semaines seulement, lorsque, dans une analyse assez complète de la situation, il a exposé le pour et le contre de cette question. Il y a un peu plus d'une semaine à peine, le 13 mars, j'ai eu l'occasion d'entendre un des secrétaires d'État adjoints de notre voisin du Sud, M. Walter Robertson, qui parlait de cette question même de l'attitude des États-Unis au sujet de la reconnaissance de la Chine communiste.

M. Winch: J'ai parlé de lui également; soyons justes.

M. Dinsdale: Oui, mais pour être juste, il faut dire que vous n'avez pas cité tous les points de ce discours.

Celui qui avait été choisi pour remercier le conférencier a parlé en termes très sobres; il a déclaré que le discours de M. Robertson produisait le même effet qu'une douche d'eau froide, parce que nous avions eu tendance récemment à perdre de vue certains aspects fondamentaux de ce problème. M. Robertson a signalé, par exemple, que la plupart des nations libres du monde n'avaient pas encore reconnu la République populaire de Chine. De tous les pays du monde libre, 22 seulement ont reconnu le régime de Pékin, tandis que 44 ne lui ont pas encore accordé la reconnaissance officielle.

M. Robertson a également attiré notre attention sur la difficulté qui se trouve au cœur même de ce problème très épineux, soit le sort réservé au gouvernement de Formose si jamais les pays occidentaux, en particulier les États-Unis et le Canada, cédaient à la tentation de reconnaître la Chine communiste. Il n'y a pas qu'une seule Chine dont nous devons tenir compte dans cette question, il y a aussi le gouvernement établi dans l'île de Formose. M. Robertson estimait que la reconnaissance saperait la position du gouvernement de Tchong et mettrait très gravement en danger la cause de la liberté et de la démocratie dans les pays asiatiques.

M. l'Orateur: A l'ordre! Je regrette d'interrompre le député, mais il est dix heures.

(A dix heures, la séance est levée d'office, en conformité du Règlement.)